La ville négociée

Pouvoir et commune dans l'urbanisation médiévale de la Haute-Alsace

Gabriel Zeilinger

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2146>

DOI : 10.4000/alsace.2146

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2014

Pagination : 443-447

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Gabriel Zeilinger, « La ville négociée », *Revue d'Alsace* [En ligne], 140 | 2014, mis en ligne le 01 septembre 2014, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2146> ; DOI : 10.4000/alsace.2146

La ville négociée

Pouvoir et commune dans l'urbanisation médiévale de la Haute-Alsace¹

Il est presque impossible aujourd'hui de comprendre entièrement le dynamisme particulier du changement démographique, économique, social, culturel et politique en Europe du XI^e au XIV^e siècle et ses effets durables. Le synchronisme et l'interdépendance de la croissance démographique, de la progression de la mobilité et des migrations, du renforcement des infrastructures, des innovations techniques, de la formation des communes dans les villages et les villes, de la révolution commerciale ainsi que du développement des structures de pouvoir – pour mentionner quelques aspects seulement – sont difficiles à expliquer ensemble. C'est pourquoi on les traite souvent séparément ou on les divise. Mais tous ces processus dynamiques se retrouvent dans l'urbanisation progressive du continent à l'époque.

Urbanisation – ce n'est justement pas un phénomène des temps modernes. Par-delà les époques et les disciplines différentes on peut décrire l'urbanisation comme la diffusion des formes de vie urbaines des villes aux environs ruraux. Cette diffusion s'est produite au Moyen Âge non seulement dans les villes qui naissaient et croissaient alors mais aussi à travers les effets que celles-ci avaient sur la campagne – qui concernent pratiquement tous les types de processus de changement historiques évoqués plus haut. Quand on conçoit la recherche sur l'urbanisation médiévale de cette manière, il est évident qu'il ne s'agit pas seulement de l'histoire de certaines villes mais de la transformation de régions entières

1. *Verhandelte Stadt. Herrschaft und Gemeinde in der frühen Urbanisierung des Oberelsass vom 12. bis 14. Jahrhundert*, thèse d'habilitation soutenue à l'Université de Kiel 2013, en préparation pour la publication dans la série „Mittelalter-Forschungen“. L'auteur remercie cordialement Nathalie Zeilinger, Eckernförde, et Olivier Richard, Mulhouse, pour leurs propositions précieuses quant au texte français.

concernant les villes (croissantes) mais aussi la diffusion des formes de vie présomptivement ou réellement urbaines dans les milieux ruraux ou nobles.

Il y eut deux étapes d'urbanisation au cours du Moyen Âge : d'abord les processus d'urbanisation prononcés dans l'Italie du Nord et dans la zone entre la Seine et le Rhin Inférieur ; puis, plus tard, une deuxième génération de régions urbanisées. L'une de ces régions était particulièrement dynamique et connut en conséquence une urbanisation très dense : l'Alsace. L'urbanisation de l'Alsace s'est effectuée – comme dans d'autres régions – en plusieurs phases, qui sont marquées par leurs particularités seigneuriales et économiques : Jusqu'au XII^e siècle on comptait en Alsace avant tout la vieille ville romaine et épiscopale Strasbourg, qui avait été en partie préservée puis s'était développée, tout comme les villes sœurs sur le Rhin et la Moselle qui avaient la même histoire de genèse et qui étaient comme des « Inseln in einer rustikalen Umwelt » (Edith Ennen). À part ça, le côté occidental du Rhin Supérieur était encore marqué par la ruralité.

Les Hohenstaufen furent les premiers à promouvoir largement des villes en Alsace et ils furent par conséquent les premiers à donner des impulsions majeures à l'urbanisation de la région. En plus de leur centre de prestige en Alsace, le palais et la future ville d'Haguenau, ils y ont fondé ou plutôt privilégié encore une dizaine d'autres villes. Mais d'autres seigneurs laïques et ecclésiastiques avaient – en partie déjà avant la fin de la dynastie des Hohenstaufen – commencé à aménager et à équiper un nombre croissant de centres de pouvoir. Vers 1400, la plupart des 60-70 villes de l'Alsace médiévale étaient déjà formées. Malgré les relations et les interdépendances qui existaient, la Haute-Alsace et la Basse-Alsace avaient des structures urbaines différentes : en Basse-Alsace, elle était caractérisée par la domination forte de la métropole de Strasbourg et en Haute-Alsace, en particulier dans sa partie nord, par la concentration de petites villes et de villes de taille moyenne.

Dans cette thèse, l'urbanisation en Haute-Alsace (du nord) au XII^e, XIII^e et au début du XIV^e siècle est analysée dans toutes les dimensions de l'histoire sociale et politique. Les études de cas conçues à cette fin examinent ainsi les processus d'urbanisation sans s'intéresser en premier lieu à l'augmentation quantitative et qualitative de la centralité fonctionnelle dans quelques villes. Elles traitent avant tout de l'interaction, dans la mesure où elle est saisissable à l'écrit, entre seigneurie et commune concernant les questions de la fonction et de la qualité d'un lieu. Après que la recherche sur le développement des villes médiévales a longtemps analysé la présence des fonctions centrales et les premières formes de communes urbaines médiévales, la combinaison de ces aspects avec une

telle analyse de l'interaction semble être adéquate pour comprendre encore mieux l'urbanisation médiévale.

Puisque l'objet d'analyse est lié à des aspects très divers et à des problèmes différents quant aux événements de l'époque et à la recherche historique – notamment parce qu'espace, pouvoir, ville, commune, etc. ne sont pas faciles à exposer (aussi dans les sources écrites) –, une première partie du travail explique les rapports entre les villes et la campagne à l'aide des sources ainsi que des méthodes et des résultats des recherches antérieures sur l'Alsace, tout en portant un regard comparatif sur les régions voisines. Ensuite, une deuxième partie développe le programme d'une nouvelle recherche sur l'urbanisation médiévale et l'applique à des études de cas. Premièrement, Sélestat, Colmar, Mulhouse et Kayserberg sont réexaminés sous la perspective des rapports entre les communes et les Hohenstaufen et les autres seigneurs locaux pendant la première phase du développement urbain. Puis, les villes des évêques de Strasbourg dans l'Obermundat (en premier lieu Rouffach), certaines villes des Habsbourg en Haute-Alsace du nord (Ensisheim, Thann, Cernay et Bergheim notamment), les lieux centraux de la seigneurie des Ribeaupierre et enfin Turckheim – commune entre Munster, Habsbourg et l'Empire – suivent. Le panorama se termine avec une étude sur quelques lieux qui ne sont pas, ou seulement très tard, devenus des villes.

Les résultats principaux sont les suivants : Au Moyen Âge central et tardif, il y avait en Haute-Alsace uniquement des villes, qui n'étaient pas seulement pendant la première phase de l'urbanisation marquées par la présence aristocratique. Il est frappant qu'il y avait à l'endroit de nombreuses futures villes d'abord plusieurs seigneurs avec des droits seigneuriaux et avec des représentations locales durables. En outre, les alleux nobles ou ecclésiastiques ne constituaient pas un terrain plus fertile pour le développement urbain que les avoueries ou même les engagements. Le rôle primordial des médiateurs entre les seigneuries et les communes – les avoués, les procureurs, les prévôts, les juges, les membres des conseils urbains et autres – concernant la naissance et le développement des villes était aussi important en Haute-Alsace qu'ailleurs, mais doit être souligné avec force. La présence de plusieurs seigneurs parfois rivaux dans un même lieu avait quelquefois pour conséquence que les médiateurs et/ou les communes, qui n'étaient justement pas des blocs monolithiques, avaient plus de libertés. Les partis en lutte à Colmar et à Mulhouse par exemple le prouvent de façon saisissante.

Les communes connaissaient le plus souvent deux lieux de socialisation et de vie publique : l'église (paroissiale) et sa cour, pas seulement le cimetière, ainsi que les communaux et le pouvoir d'en disposer. La plupart des premiers documents sur les activités des communes se réfèrent au moins à un de ces endroits. Ce n'est pas encore un fait exceptionnel qui met

en évidence les communes (pré-)urbaines par rapport aux villages, mais l'appropriation par la communauté des habitants (avant tout de la cour de l'église) et les ventes faites en son nom (avant tout du bien communal) dans les communes mentionnées se rencontrent très tôt ; elles avaient souvent à moyen terme des conséquences « urbaines ». Toutefois, on ne peut pas encore considérer que ces actes étaient exercés par une communauté de personnes égales en droit. À Colmar, par exemple, les ministériaux locaux des Hohenstaufen ont manifestement accaparé la commune naissante contre les autres seigneurs de la ville (les abbés de Payerne et de Munster ainsi que le chapitre de la cathédrale de Constance). Chose étonnante, mais peut-être explicable par cela, le serment avait aussi en Haute-Alsace une signification probablement importante pour la socialisation des communes, mais il est rarement attesté explicitement. Pourtant, jurés ou non : les communautés, les confréries, les corporations, mais aussi le voisinage des gens de statut juridique différent qui appartenaient toutefois à la même paroisse étaient le fondement de la commune et apparaissent en tant que tel. En revanche, c'est plutôt à la fin du processus de développement urbain que l'on rencontre des droits urbains bien fixés dans la région.

Au moins pour les communes plus anciennes dans les plus grandes villes, les rapports entre le conseil municipal et le tribunal municipal étaient de grande importance. En l'occurrence, les fonctionnaires de la seigneurie étaient – comme c'était souvent le cas – les personnes-clés qui apportaient un « savoir dominateur », de la confiance en soi dans le domaine de la politique et un prestige social (quasi-) aristocratique dans la ville – ils restaient quand même quelquefois à la limite entre les deux sphères. On voit dans de nombreux passages de cette étude que les dernières décennies des Hohenstaufen, l'Interregne et le règne de Rodolphe de Habsbourg furent à cet égard, et à d'autres, une période charnière dans l'histoire des villes. Cette forme de transformation, notamment sociale, apparaît de façon plus nette dans un système spatial plus vaste que dans une seule ville. Les négociations entre l'empereur Frédéric II, son fils Henri VII et leurs partisans dans la région d'un côté et les évêques de Strasbourg de l'autre prouvent pour les années 1220 de façon impressionnante que les ministériaux avaient grand intérêt à s'installer dans les villes et à vivre *more civium* (à la manière des bourgeois). On trouve cette forme de vie, qui se répandait un peu partout, entre autres dans des témoignages indirects d'urbanisation, par exemple dans le terrier des Habsbourg. Les seigneurs devaient réagir. Mais aussi les réseaux de communication, politiques ou même familiaux des représentants des seigneurs et des élites urbaines, qui débouchaient dans des alliances intercommunales à partir du milieu du XIII^e siècle, manifestent les effets de l'urbanisation dans la région.

L'interaction entre seigneurie et commune analysée dans cette thèse montre au sujet du développement urbain que les processus de

communication et leur mise en écrit sont souvent plus significatifs que les facteurs de centralité. C'est pourquoi les processus analysés avec leurs dimensions chronologiques et spatiales et avec leurs formes de négociation différentes montrent et expliquent au moins certains aspects du déroulement de l'urbanisation plus précisément que lorsqu'on s'en tient aux questions, certes indispensables, de la centralité ou du degré d'urbanité d'un lieu. C'est pourquoi ce travail n'opère pas de distinction stricte entre village et ville, d'une part parce qu'elle comporte le risque de détourner l'attention d'évolutions fort intéressantes, de l'autre parce que le processus d'urbanisation touchait pratiquement l'ensemble du paysage naturel et social. Ajoutons qu'il n'est pas facile de faire un catalogue de ce dynamisme, ni d'en faire la cartographie, justement parce que ses facettes sont si diverses.

Ce qui est en revanche mesurable, c'est le progrès de la culture de l'écrit et de la production d'actes écrits envers les villages. Celle-ci caractérise non seulement les villes plus anciennes et plus grandes mais aussi, de plus en plus, les villes plus petites en Haute-Alsace. Cette remarque semble banale. Mais tous les processus de densification du pouvoir s'y cumulent. Le recours à l'écrit dans la ville était d'une part une offre s'adressant aux environs, mais d'autre part – à l'égard des seigneurs – en fin de compte la marque d'une autogestion (partielle), ce qui ne signifie pas forcément autonomie. L'urbanisation se montre ainsi dans la ville prise isolément comme dans la région entière par la densité croissante et par la diffusion des pratiques judiciaires, administratives et scripturaires. Les villes arrachaient de plus en plus ces éléments et l'idée de l'ordre public à l'ancien monopole de l'Église et de la cour, elles les adaptaient à tel point que ces lieux sociaux se réformaient réciproquement. Urbanisation signifie aussi la diffusion, répandue mais pas illimitée, des pratiques de la vie publique et privée, que les contemporains considéraient désormais comme « urbaines ». L'urbanisation, c'est donc aussi le recours à l'écrit, et sa conservation, sur ce qui touche à l'interaction entre seigneurie et commune. La manière et le développement de cette interaction indiquent également l'urbanité d'un endroit et la qualifient. C'est bien sûr le cas quand les deux côtés et leurs acteurs agissaient et négociaient consciemment dans une « ville ».

Isidore de Séville le savait déjà : Ce sont les gens et non les pierres qui font les villes. Et cette forme de la vie commune était apparemment très attirante. Sinon, le souhait d'autant de personnes de vivre *more civium*, que les seigneurs enregistraient en partie à leur grand étonnement, qu'ils combattaient parfois ou qu'ils encourageaient parfois, ce souhait ne se serait pas répandu si vite et il n'aurait pas changé non seulement l'Alsace, mais aussi toute l'Europe médiévale si durablement.